INFOS SYNDICALES

SYNDICAT DES SERVICES PUBLICS - RÉGION VAUD

SSP-RÉGION VAUD FACEBOOK: SYNDICAT SSP VAUD HTTPS://VAUD.SSP-VPOD.CH VAUD@SSP-VPOD.CH

SERVICES PUBLICS EN DANGER

Le Conseil d'État vaudois a annoncé des mesures d'"assainissement" lors de la présentation des comptes 2024, en invoquant un déficit de 369 millions de francs.
Ces mesures s'élèvent à près d'un demi-milliard à l'horizon 2026. Elles seront ravageuses pour nos services publics et parapublics cantonaux et, par ricochet, communaux, si nous ne les combattons pas collectivement et avec force. Notre premier rendez-vous: la manifestation du 2 octobre dans les rues de Lausanne. Soyons des milliers pour faire reculer le Conseil d'État!

"MESURES D'ASSAINISSEMENT" : CE N'EST QU'UN DÉBUT…

Les premières « mesures d'assainissement » pour 2025 (79 millions) ont des conséquences déjà bien palpables : gel de la revalorisation salariale du personnel de la santé parapublique, suppression du soutien financier à l'accueil de jour des enfants atteints d'un handicap, coupes dans les soins palliatifs et hôpitaux régionaux, suppression et limitation de certains services de nettoyage dans les écoles du postobligatoire, et suppressions de postes pendants pour le personnel de nettoyage externalisé,…
Pourtant, ces coupes ne sont que les prémices du plan d'austérité annoncé pour 2026, estimé à 300 à 400 millions de francs par le Conseil d'État.
Nous savons déjà que les services de santé sont gravement menacés, suite aux annonces concernant les hôpitaux régionaux (plus de 20 millions de francs de coupes) dont certains devraient réduire leur budget de 30% ! Cela menace l'existence même de certains établissements ! Le CHUV, sous pression financière constante depuis trois ans, va encore subir de nouvelles coupes si la mobilisation du personnel ne change pas la donne.
Quant à l'UNIL, la baisse de subventions cantonales de 7% communiquée cet été - ajoutée aux coupes fédérales - représente un véritable coup de massue infligée à la recherche et aux enseignements.
Dans le secteur de l'enfance, le Conseil d'Etat prévoit également de diminuer le financement de la FAJE (la Fondation pour l'accueil de jour de l'enfance) de 10 millions par an en 2026 et 10 millions en 2027, remettant en question le financement d'un secteur essentiel à la population et dont le coût se répercutera inévitablement sur les communes et les parents sans notre mobilisation!

POLITIQUE FISCALE CONTRE LES SERVICES PUBLICS

Cette situation est le résultat d'une politique fiscale agressive menée depuis de nombreuses années, au bénéfice unique des plus riches. Ainsi, ce sont, par exemple, 740 millions de francs de baisses d'impôts qui ont été accordées à des personnes physiques depuis 2012. Et que dire des avantages illégaux, véritable vol organisé, accordés via le bouclier fiscal, avantages estimés à des centaines de millions de francs ?
Enfin, la baisse fiscale de 7% votée par le Grand Conseil vaudois ne fera qu'aggraver la situation.

ATTAQUE BRUTALE DES SERVICES PUBLICS ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Si nous ne luttons pas toutes et tous ensemble, nous nous dirigeons vers une détérioration d'une ampleur inédite depuis plus de 20 ans et qui concernerait l'ensemble des secteurs publics et parapublics. Une détérioration qui toucherait d'abord une grande majorité de femmes dont les revendications féministes portées par notre syndicat lors des

TOU·TE·S ENSEMBLE CONTRE L'AUSTÉRITÉ

MANIFESTATION

JEUDI 2 OCTOBRE - 18H - MONTBENON

ssp vaud

grèves et mobilisations du 14 juin sont ignorées par le Conseil d'État depuis 2019.
Pourtant d'autres choix sont possibles.
Ainsi, le SSP exige du Conseil d'État :

- De renoncer aux coupes en cours (exercice 2025) et à venir (budget 2026).
- De lancer un plan de financement des services publics. basé sur les besoins de la population pour la santé, le social, l'enseignement, etc.
- De tenir les engagements pris auprès de ses employé·es en matière de revalorisation de la profession tant dans les services publics que dans les secteurs parapublics.
- D'ouvrir des négociations sur nos revendications féministes, déposées depuis plusieurs années auprès du Conseil d'État et restées sans réponse à ce jour.
- De cesser sa politique de défiscalisation des plus hauts revenus et des grandes fortunes.
- De mettre en place un dispositif pour récupérer les centaines de millions de francs donnés illégalement aux grandes fortunes du canton (non-application des règles légales ce qui a fait perdre entre 500 millions et un milliard de francs au bénéfice des plus grandes fortunes, soit env. 3000 contribuables).

Nous demandons aussi la suppression du frein à l'endettement, qui limite arbitrairement les dépenses publiques nécessaires au fonctionnement du service public.

DE L'ARGENT, IL Y EN A, MAIS PAS POUR LES SERVICES PUBLICS

Rappelons que l'État de Vaud a accumulé, pendant 18 ans, des milliards d'excédents. Rappelons aussi que sa fortune est chiffrée à plus de 2 milliards et que sa dette est extrêmement faible.
À qui peut - on faire croire que les caisses de l'État ne permettraient pas de préserver les services publics ?
La menace est néanmoins bien présente : les caisses seront vidées à terme par les baisses fiscales déjà prévues, auxquelles pourrait s'ajouter la baisse d'impôts de 12% pour les personnes physiques si la population devait accepter l'initiative des milieux patronaux.

FACE AU SACCAGE PROGRAMMÉ, SE MOBILISER

Nous n'avons pas d'autre issue que celle de lutter contre cette politique qui choisit de s'attaquer au bien commun ainsi qu'à celles et ceux qui, chaque jour, travaillent pour garantir à la population des soins, une formation, la sécurité ou les services dont elle a besoin. Cette lutte, nous devons la mener collectivement sur nos lieux de travail et dans la rue.
Ainsi nous vous appelons à

- Participer massivement à la manifestation unitaire du 2 octobre prochain
- Vous tenir informé·es notamment via notre site, nos newsletters, les réunions que le SSP organise
- Discuter de la situation avec vos collègues sur votre lieu de travail
- Participer aux réunions ou assemblées générales sur votre lieu de travail ou à défaut, d'organiser vous-même une assemblée (le SSP est à disposition pour vous soutenir, organiser ces réunions d'information et/ou de mobilisation, n'hésitez pas à nous contacter)
- Voter et faire voter des résolutions (un modèle de résolution unitaire est à disposition sur notre site)
- Vous munir du matériel à disposition (autocollant, badges) et à le distribuer largement pour rendre visible la lutte
- Inviter, en plus de vos collègues, vos proches et connaissances à rejoindre la manifestation et la lutte
- Préparer, partout où c'est possible, la grève qui sera sans nul doute notre moyen le plus puissant pour faire reculer le Conseil d'État et sauver les services publics.

Nous nous mobiliserons aussi fortement et longuement que nécessaire pour préserver le service public d'une dégradation brutale et inacceptable.
Nous invitons tou·te·s les usagères·ers à se mobiliser avec nous car l'enjeu est grand pour les salarié·e·s mais il est immense pour tou·te·s les usagères·ers des services publics et parapublics du canton

AGENDA

Lundi 15 septembre - 19h30
Information et discussion ouverte à toutes et tous les membres du SSP Vaud et préparation à la mobilisation pour la manifestation
Maison du Peuple, Lausanne, salle Rosa Luxembourg

Jeudi 2 octobre - 18h
Manifestation unitaire organisée par le SSP, SUD et la FSF
Montbenon, Lausanne

Samedi 4 octobre, 9h30 - 15h30
Journée de formation et de mobilisation du SSP-Vaud sur les finances cantonales (Lausanne, lieu à définir)

Retrouvez toutes les infos sur la page de notre site dédiée à cette campagne

Informations-Adhésions